

La Russie au Sahel : vers une aggravation des situations sécuritaires et politiques

Michael Shurkin | 13 avril 2022 | ARTICLES | 



Il est désormais incontestable que la Russie est devenue un acteur influent et dangereux au Sahel, un acteur qui aggrave peut-être délibérément les problèmes de la région, alors que les pays du Sahel luttent pour faire face à des crises politiques et sécuritaires croissantes. Ce que fait la Russie est une mauvaise nouvelle pour les Africains subsahariens, mais a également des ramifications plus larges en dehors du continent. Ceci étant dit, je souhaite mettre en garde les lecteurs français contre la tentation de rendre la Russie responsable des échecs de la politique française et de la domination, au Mali de politiques populistes antifrancophones. Ce que les Russes ont fait, c'est exploiter astucieusement les échecs français, les échecs des régimes soutenus par la France et les sentiments antifrancophones déjà présents au Sahel, sentiments dont la France partage une grande part de responsabilité après une longue [histoire d'interventions postcoloniales](#), pour ne pas parler de la colonisation elle-même. Le fait d'être conscient de l'influence russe ne doit pas détourner les dirigeants français et le public français de l'introspection concernant leurs propres erreurs, et des effets parfois [déstabilisateurs des actions françaises](#), même celles qui avaient les meilleures intentions. L'une de ces erreurs, directement liée à l'influence russe, est l'incapacité à prendre en compte la pleine mesure des opinions hostiles répandues dans la région et leur signification. Pour autant que je sache, les [efforts](#) français pour les contrer et s'engager sérieusement dans une bataille de récits ont toujours été pour le moins désordonnés.

Activités russes au Sahel

La principale ligne d'action de la Russie au Sahel a consisté en des opérations d'influence exploitant les médias sociaux. La Russie a également utilisé le groupe Wagner comme un leurre et un outil, tout en déployant une forme d'influence plus ancienne

sous la forme de conseillers ayant un accès direct aux principaux dirigeants. Ce dernier point a été relativement [bien documenté dans le cas de la République centrafricaine](#), où des individus russes associés au groupe Wagner sont connus pour être proches du président de ce pays et ont vraisemblablement de l'influence sur lui. En ce qui concerne le Mali, il y a des spéculations, en particulier concernant [le ministre de la Défense du Mali, le colonel Sadio Camara](#), qui a étudié à Moscou et est connu pour être particulièrement proche du gouvernement russe. Cependant, comparées à la République centrafricaine, les preuves de l'influence russe sur la junte malienne restent largement circonstantielles.

Guerre de l'information

Les opérations d'information russes au Sahel ont été bien documentées par plusieurs [études françaises](#) et [américaines](#). Elles impliquent l'utilisation de Facebook et WhatsApp ainsi que des médias d'État russes tels que Russia Today et Sputnik pour générer et diffuser du contenu. Le contenu produit tend à composer et à renforcer plusieurs discours clés qui cherchent à dénigrer la France et l'Occident en général, ainsi que les régimes soutenus par la France, tout en promouvant certaines formes de politique populiste. Ces discours comprennent des arguments selon lesquels la France est à l'origine du malheur du pays : rien ne serait passé si la France n'avait pas fait tomber Muammar Gaddafi ; la France chercherait à diviser le Mali ; la France serait complaisante envers les groupes séparatistes touaregs ; elle ne prendrait pas au sérieux la lutte contre les terroristes, voire elle aiderait même lesdits terroristes. La France, enfin, ne serait au Sahel que pour voler ses ressources naturelles.

Ces points de vue ont trouvé des auditeurs enthousiastes au Sahel, parmi un public qui a du mal à comprendre comment la situation sécuritaire a pu se détériorer autant malgré neuf ans d'opérations militaires françaises, la présence de [milliers de soldats](#) des Nations unies, sans compter les [missions de formation](#) de l'Union européenne. Bien sûr, les Sahéliens, comme les autres Africains de l'Ouest, ont d'autres raisons de se méfier de la France, étant donné leur histoire coloniale et celle des [multiples interventions françaises postcoloniales](#), dont beaucoup ont servi les intérêts français plus que ceux des populations locales. Le fait que l'opération Barkhane soit fondamentalement différente, du moins dans son intention, est un argument qui peut être avancé – je le fais tout le temps – mais c'est un argument difficile à présenter à un public sceptique. Même le simple fait de souligner que la France [ne joue que peu ou pas de rôle dans l'exploitation des richesses minérales](#) du Mali n'a que peu d'impact sur les personnes convaincues du contraire. Sur ce point, il est intéressant de noter que le secteur minier commercial du Mali est en fait dominé par les entreprises canadiennes. Le sentiment anti-français combiné aux thèmes panafricanistes et anti-impérialistes traditionnels constitue une idéologie puissante – au sens marxiste classique du terme – c'est-à-dire un système de croyances qui vise non seulement à expliquer pourquoi les choses vont mal, mais encore à justifier les structures de pouvoir existantes : dans ce cas, en rejetant la responsabilité le plus loin possible de soi-même ou de ses propres gouvernements. En bref, tout ce qui se déroule n'est en rien la faute du Mali, de ses autorités ou encore élites.

Il existe des preuves circonstantielles d'un autre aspect possible des opérations d'influence russes. L'arrivée de M. Wagner au Mali, fin décembre, a été accompagnée d'un changement de fond et de ton dans les messages et la diplomatie du régime malien. Les responsables maliens, en particulier le ministre des Affaires étrangères, Abdoulaye Diop, et le Premier ministre de transition, Choguel Maïga, mais aussi l'armée malienne, ont été nettement plus agressifs dans leurs messages et leurs interactions avec les partenaires occidentaux du Mali. Cela inclut la France, bien sûr, mais aussi les États-Unis, comme lorsque [Diop a répondu à l'allégation de l'AFRICOM](#) selon laquelle le Mali versait 10 millions de dollars par mois à Wagner en mettant en doute la crédibilité du gouvernement des États-Unis, en mentionnant ses affirmations de 2003 concernant les armes de destruction massive irakiennes. Cette rhétorique est motivée, pour partie, en réponse à des déclarations enflammées faites par le [Président Macron](#) et le [ministre français des Affaires étrangères](#). Mais lorsqu'elles sont combinées avec ce qui semble être un effort de propagande concerté, par les forces armées maliennes, pour encourager la croyance qu'elles ont accompli dans les opérations récentes beaucoup plus que ce qu'elles avaient fait avant le coup d'État de 2020, on peut voir les grandes lignes d'un plan de communication stratégique complet. Bien sûr, les Maliens eux-mêmes sont capables de concevoir un tel plan, mais on ne peut nier que de telles choses sont une spécialité russe et, plus spécifiquement, de [l'empire](#) d'Evgueni [Prigojine](#).

Wagner

La présence de Wagner au Mali, contrairement au cas de la République centrafricaine, reste entourée d'ambiguïté. Le gouvernement insiste toujours sur le fait que Wagner n'est pas dans le pays, tout en encourageant paradoxalement l'idée selon laquelle l'assistance russe fait déjà une différence significative sur le champ de bataille. En effet, l'ambiguïté est utile, car en l'absence d'informations claires, l'ampleur et la valeur de l'implication russe ont été considérablement exagérées dans l'imaginaire populaire. Wagner est arrivé au Mali [à la fin du mois de décembre](#) 2021. Leur effectif sur place serait d'environ un millier, selon [plusieurs](#) sources. Présents à Tombouctou, et à Bamako, où ils entretiennent une base arrière, certains ont rejoint les militaires maliens dans des opérations de reconnaissance dans le centre et le sud du Mali, plus précisément dans les régions de Koulikoro, Mopti et Ségou. Ils ont déjà subi quelques pertes, et il se peut que quelques-uns aient été pris en otage par la

coalition djihadiste affiliée à Al-Qaïda connue sous le nom de JNIM (*Jamā'at nuṣrat al-islām wal-muslimīn*). Il est intéressant de noter que l'on ne sait toujours pas comment le Mali paie Wagner. [L'AFRICOM](#) a déclaré que le Mali payait Wagner 10 millions de dollars par mois, ce qui est énorme pour un pays aussi pauvre. La plupart des analystes, y compris moi-même, ont supposé que Wagner obtiendrait des avantages et autorisations afin d'exploiter certains gisements de minerais (une pratique à laquelle Wagner a déjà eu recours dans [d'autres pays](#)). Cependant, jusqu'à présent, il n'y a aucun lien connu entre Wagner et les permis miniers existants au Mali. Or, le secteur minier malien étant suffisamment bien gouverné, la délivrance de permis miniers y est aisément observable : s'il y avait un accord (ou s'il y en a un dans le futur), il serait facile d'en trouver une trace écrite.

Pourquoi le partenariat avec les Russes est mauvais pour le Mali

S'il n'y a, en théorie, pas de mal à s'assurer le soutien d'un autre fournisseur d'aide à la sécurité, dans le cas du Mali, le recours à la Russie se fait au prix d'un affaiblissement des relations bilatérales du pays avec la France et avec ses autres partenaires occidentaux, (notamment les États-Unis et les nombreux membres de l'Union européenne qui contribuent aux opérations militaires françaises, aux missions de formation de l'Union européenne et à la mission des Nations unies au Mali, la MINUSMA). Cela pourrait être un prix acceptable à payer (en mettant de côté le fait que les opérations françaises, européennes et onusiennes sont gratuites, alors que le Mali paie les Russes d'une manière ou d'une autre) si l'aide russe égalait ou dépassait en efficacité les efforts combinés de la France et de l'Europe ou même compensait toute réduction que la France et ses alliés pourraient faire dans les semaines et les mois à venir. Il s'agit toutefois d'un fantasme.

Pour dire les choses simplement, c'est une question de mathématiques : il est impossible que quelques centaines de mercenaires russes fassent un meilleur travail que plusieurs milliers de soldats français et européens soutenus par l'aviation militaire et les drones français. De plus, Wagner a été [accusé de manière crédible de nombreuses violations des droits de l'homme en République centrafricaine](#), où il a ciblé en particulier les membres de la communauté ethnique Fulani. Tout indiquait que l'on risquait d'être confronté à nouveau à de telles violations au Mali. Or malheureusement la MINUSMA, [Human Rights Watch](#), et [Le Monde](#) ont justement lié Wagner aux exactions commises par les forces armées maliennes contre les civils, plus récemment le massacre de plus de 200 personnes [perpétré à Moura](#) à la fin du mois de mars, 2022. Ces rapports sont de plus en plus validés par des témoignages selon lesquels le personnel de [Wagner](#) serait impliqué dans la mort de plusieurs civils, tout comme d'ailleurs [forces maliennes](#). Or ceci n'est pas sans conséquence : les abus commis soit par les forces de sécurité maliennes, soit par les milices alliées au gouvernement ont en effet largement contribué à la radicalisation des communautés maliennes. C'est certainement le cas pour les Fulanis dans le centre du Mali, où le gouvernement et les forces alliées à ce dernier [les ciblent pour des punitions collectives](#), poussant davantage d'entre eux dans les bras des groupes djihadistes. En d'autres termes Wagner contribue à l'insécurité au Mali plus qu'il ne favorise la sécurité.

Une mauvaise gouvernance réconfortante

La question des violations des droits de l'homme est liée à un problème plus large. Déployer Wagner reflète le désir d'une solution miracle qui résoudra les problèmes de sécurité du Mali tout en évitant de s'attaquer aux multiples problèmes démographiques, économiques, environnementaux, politiques et sociaux qui alimentent l'insurrection, sans parler de la tâche herculéenne de la réforme du secteur de la sécurité. C'est une habitude au Mali depuis au moins aussi longtemps que le pays a un problème de terrorisme (soit depuis le début des années 2000) d'essayer d'arrondir les angles et de trouver des solutions faciles. La croyance que, d'une manière ou d'une autre, l'aide russe fera une différence significative dispense la junte de fournir de véritables solutions aux problèmes du pays. Ironiquement, le recours à la Russie perpétue le problème souvent décrié par les critiques anti-françaises, à savoir que les Africains sont trop dépendants des puissances étrangères et qu'ils renoncent à leur propre pouvoir d'action.

Actuellement, cette croyance dans les « pouvoirs magiques » de l'aide russe enhardit le régime et la rue malienne dans sa confrontation avec la France, l'Europe et la CEDEAO (Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest), en particulier en ce qui a trait à la durée de la période de transition et la tenue d'élections. Il existe un sentiment que le Mali peut non seulement se permettre d'ignorer ses partenaires occidentaux et la CEDEAO, mais qu'en fait, il se portera mieux sans eux, grâce justement à la Russie. La junte malienne a clairement trouvé dans sa rhétorique anti-française et sa posture de défi un moyen très simple de s'assurer une légitimité populaire au détriment de l'élaboration d'une politique efficace permettant de sécuriser le pays et de vaincre le djihadisme.

Alimenter une politique contre-productive au niveau régional

Parallèlement, la politique populiste anti-française encouragée par la Russie a trouvé un écho dans toute la région, comme l'ont démontré les manifestations au Burkina Faso et au Niger fin 2021, lors desquels la circulation des convois militaires français fut bloquée. Il est surprenant de constater que selon des [rapports de presse](#), les manifestants étaient convaincus que le but desdits

convois était d'acheminer des armes aux djihadistes. Or, en plus de poser un sérieux problème à l'armée française, qui dépend du transport terrestre pour les mouvements de troupes et la logistique, la vague de sentiments anti-français exerce une pression importante sur les gouvernements du Burkina Faso et du Niger, gouvernements qui travaillent tous deux en étroite collaboration avec l'armée française. En effet, après le coup d'État du Burkina Faso en janvier 2022, plus d'un analyste a identifié le président démocratiquement élu du Niger, Mohamed Bazoum, [comme le prochain à tomber](#). Bazoum a certes besoin de la France, mais il doit marcher sur une corde de plus en plus raide. En ce qui concerne le nouvel homme fort du Burkina, le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba, ce dernier semble s'en tenir à l'alliance de son pays avec la France, mais son emprise sur le pouvoir demeure fragile. Il doit également démontrer rapidement qu'il peut redresser la situation du Burkina Faso. Un manque de progrès ou même la perception d'un manque de progrès dans les mois à venir alimentera sans aucun doute le mécontentement qui s'exprimera probablement par un sentiment anti-français. Nous pouvons compter sur la Russie pour favoriser une telle évolution.

Les motivations de la Russie

Le calcul de la Russie au Sahel est sans doute complexe, et il est difficile d'estimer le poids des potentielles et nombreuses motivations de Moscou. L'une d'entre elles pourrait être la plus banale de toutes : l'argent. Wagner, malgré ses liens avec le gouvernement russe, est en effet avant tout une entreprise privée liée à un oligarque. La concurrence mondiale croissante pour les minéraux stratégiques n'est pas non plus à exclure. En plus de l'or, le Mali est riche en bauxite, cuivre, cobalt, lithium et uranium. Le Mali possède en outre des caractéristiques géographiques qui laissent entrevoir de possibles [gisements de pétrole et de gaz](#), bien qu'il n'y ait eu jusqu'ici que peu d'efforts sérieux pour les identifier et aucun pour les exploiter. Le lithium en particulier semble prometteur. [La société australienne Firefinch, en partenariat avec le géant chinois du lithium Ganfeng](#), investit justement depuis l'année dernière dans le Sud du Mali et participe à la construction d'une future et importante mine de lithium.

La Russie peut avoir d'autres motivations cependant. Une motivation possible consisterait à déstabiliser l'Union européenne en stimulant les migrations en provenance d'Afrique de l'Ouest, ou du moins en sabotant les efforts européens visant à empêcher de nouvelles migrations à travers une stabilisation du Sahel. C'est, après tout, l'une des principales raisons pour lesquelles les Européens sont présents au Sahel, et nous avons déjà vu en Syrie des preuves de la volonté de la Russie [d'instrumentaliser les migrants contre l'Europe](#). On accuse la Russie même d'avoir bombardé des communautés syriennes pour [motiver les habitants de quitter le pays](#). On l'accuse également de chercher à influencer le [flux migratoire en Libye contre l'Europe](#). Les mouvements migratoires de ces dernières années ont révélé les faiblesses de l'UE sur ce sujet et ses effets corrosifs sur la vie politique interne des États membres, les « crises » en découlant favorisant les [partis](#) d'extrême droite en Europe, partis généralement anti-OTAN, pro-russes, et parfois même [subventionnés](#) par les Russes.

L'autre motif possible serait de saper les efforts de la France pour favoriser une politique européenne unifiée de défense et de sécurité, motivé par [l'hostilité de la Russie à l'Union européenne](#). La France a manifestement voulu européaniser le conflit au Sahel, en partie pour alléger le fardeau de son armée. Cependant, la France a également utilisé le conflit comme une occasion pour poursuivre son objectif de promouvoir une politique de sécurité européenne conforme aux intérêts français. Les actions russes au Mali mettent ce faisant à rude épreuve la coalition que la France a mise en place et menacent de faire échouer le projet.

Conclusion

La Russie a maintenant une forte emprise sur le Sahel, surtout sur l'imaginaire populaire des populations locales. Elle y est parvenue à un coût remarquablement faible, principalement par le biais d'opérations d'information menées via les médias sociaux. Cette influence est préjudiciable à la France, bien sûr, mais surtout aux pays du Sahel eux-mêmes, qui se trouvent de plus en plus sous l'emprise de politiques populistes improductives. Tout État a le droit de changer de patron s'il le souhaite, les populations étant en droit de s'associer avec qui elles souhaitent. Toutefois dans ce cas précis, le choix de la Russie est plus que douteux vu les motivations russes et leur peu de considération pour les intérêts des populations en question. S'il y a matière à spéculation sur les gains éventuels russes, il n'y en a en effet guère sur les vrais gagnants de cette politique poursuivie par certains régimes au Sahel : les groupes djihadistes du Sahel.

Les lecteurs français doivent cependant se rappeler que le fait d'apprécier pleinement l'importance de l'influence russe ne doit pas les encourager à se reconforter dans l'idée que les échecs français sont simplement dus à la Russie. Une analyse des faiblesses que la Russie a si habilement exploitées serait au contraire des plus indiquées.

Michael Shurkin

Michael Shurkin ([@MichaelShurkin](#)) est Directeur de Programmes Globaux à 14 North Strategies et fondateur et Président du Shurbros Global Strategies. Il travaille sur la sécurité en Afrique de l'Ouest (Sahel), mais aussi sur les stratégies de défense européenne et américaine, sur les structures de force, l'assistance en matière de sécurité et les institutions. Auparavant, il a travaillé pour la RAND, où il a été analyste politique senior, et pour la CIA, où il a été analyste politique. Il est diplômé d'un doctorat en histoire de l'université Yale et a fait des études à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS).

Comment citer cette publication

Michael Shurkin, « La Russie au Sahel : vers une aggravation des situations sécuritaires et politiques », *Le Rubicon*, vol. 2, 13 avril 2022
[<https://lerubicon.org/la-russie-au-sahel-vers-une-aggravation-des-situations-securitaires-et-politiques/>].